

/ FUTURE NOMINATION DE JEAN-BERNARD LEVY À LA PRÉSIDENTE D'EDF

RÉACTION DE FO ÉNERGIE ET MINES

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CE JOUR A ARRÊTÉ LA LISTE DES ADMINISTRATEURS QUI SERONT FORMELLEMENT ÉLUS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DANS QUELQUES JOURS. LE PRÉSIDENT D'EDF HENRI PROGLIO QUI SOLLICITAIT LA RECONDUCTION DE SON MANDAT N'Y FIGURE PAS ET C'EST JEAN-BERNARD LEVY, PDG DE THALÈS DEPUIS DEUX ANS QUI EST APPELÉ À LUI SUCCÉDER.

FO Énergie et Mines tient à souligner deux points qui nous apparaissent importants.

Le premier concerne la manière dont l'État a pris cette décision.

L'absence de tout **respect des organes sociaux de l'entreprise**, l'**opacité du processus de sélection** qui a vu une quinzaine de prétendants cités ici ou là, les bruits de toutes natures qui se sont multipliés ces derniers jours ont montré que l'État, au plus haut niveau, se comportait plus comme s'il gérait un ministère de l'électricité que comme l'actionnaire majoritaire d'une société cotée en Bourse. Aussi, le gouvernement devrait être au moins cohérent et renationaliser purement et simplement EDF, comme FO n'a cessé de le demander.

Sur le fond, ensuite, **FO Énergie et Mines demande la transparence rapide du Gouvernement sur la feuille de route que doit recevoir le futur Président.**

En tout état de cause, FO Énergie et Mines ne doute pas que le futur Président d'EDF, Jean-Bernard LEVY, défendra l'outil industriel et les salariés mis à mal par **la loi de transition énergétique telle qu'elle vient d'être votée par l'Assemblée Nationale et qui leur apparaît sur bien des points comme étant une loi anti-EDF.**

Le personnel sera évidemment très attentif à l'engagement du futur Président par rapport à Fessenheim, aux chantiers sur la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires, au maintien des concessions hydrauliques actuellement détenues par EDF, au maintien du monopole de la distribution garant de la péréquation tarifaire et à l'existence d'un dialogue social permettant la reconnaissance des efforts des salariés du groupe EDF.